

Le népotisme de gauche s'est beaucoup développé sous François Hollande

Cette chronique a normalement pour objectifs d'analyser ce qui se passe dans les marchés financiers pour essayer d'en tirer des idées d'investissement. Cela devrait consister à couvrir l'évolution de l'économie, la croissance du chiffre d'affaire des sociétés, la progression de leurs résultats et leurs gains de part de marché tant en France que sur les marchés étrangers. Malheureusement, ce n'est plus le problème. C'est l'évolution politique qui va être le catalyseur de l'évolution des marchés au cours des prochains mois.

La France pourrait se jeter dans les bras de Marine Le Pen, sans avoir vraiment lu son programme économique. Les français les plus modestes seront les premières victimes de ses décisions économique. Elle coche pratiquement toutes les cases de ce qu'il faut faire pour ruiner définitivement la France avec un ensemble de cadeaux aux ménages et aux entreprises sans le moindre début de recette ou de financement. Le risque Marine le Pen est en train de devenir une obsession des marchés.

Emmanuel Macron pourrait aussi selon les derniers sondages profiter de cette situation. Pour le moment il recueille tous ceux qui veulent échapper à la déroute du parti socialiste, mais on ne connaît pas encore véritablement son programme.

Benoit Hamon tente de rassembler ce qui reste du parti socialiste, mais il peine à convaincre Jean Luc Mélenchon.

Quant à François Bayrou qui avait largement contribué par son soutien à l'élection de François Hollande pourrait renouveler son opération. On a maintenant la conviction que le prochain président ou présidente de la République aura été élu par un ensemble de circonstances difficiles à anticiper.

Le traitement à géométrie variable du Canard Enchaîné

Le Canard Enchaîné a été un peu moins actif ces dernières années, pour parler du népotisme de gauche. **Ségolène Royal** (emprunts toxique de Poitou Charente, présidence de la BPI...), **Jean Marc Ayrault**, premier ministre qui embauchait sa femme à l'Assemblée Nationale comme chargée de mission... **Jean Yves Le Drian** qui a eu le plaisir de voir son fils Thomas Le Drian engagé par la Société Nationale Immobilière à un poste très élevé...

Quant à **Anne Lauvergeon**, elle est non seulement en grande partie responsable de la déconfiture de la filière nucléaire française, mais elle a beaucoup utilisé son mari. Voir à ce sujet l'article d'Hervé Gattegno et Philippe Vasset dans Vanity Fair du 01/08/2015 : « Olivier Fric, le mari gênant d'Anne Lauvergeon ». En effet, écrivent-ils, « *Pendant qu'Anne Lauvergeon brillait au firmament de l'industrie et du pouvoir, Olivier Fric menait discrètement ses affaires en Suisse. Aujourd'hui, la justice s'interroge sur son rôle dans le rachat d'une société minière qui aura été le plus mauvais investissement - et le plus contesté - de sa femme à la tête d'Areva* ». Comme on peut le constater la justice semble moins pressée de statuer sur le cas Lauvergeon que sur celui de François Fillon qui n'est éventuellement concerné, que par le contrat de travail de sa femme, assistante parlementaire. Cela ne peut justifier à aucun moment la procédure judiciaire qui a été employée, ni le lynchage médiatique qui s'est suivi.

Même si, en France, le chômage des jeunes frappe dur, quelques jeunes enfant de ministre de gauche ont pu trouver assez facilement du travail. **Philippe Martin** ex-Ministre de l'écologie a eu le plaisir de voir son fils Jérémie Martin recruté comme chargé de mission par le Conseil régional de Midi-Pyrénées. Il a pour collaborateur le frère de l'ex-ministre délégué aux Anciens combattants, **Kader Arif**.

Vincent Peillon ex-ministre de l'Éducation Nationale a vu sa fille Salomé Peillon embauchée au poste de chargée de mission culturelle à l'ambassade de France en Israël...

Malheureusement, rien n'a pu être fait pour les fils de **Marisol Touraine, Christiane Taubira** ou **Laurent Fabius**, du moins, le temps de gérer leurs démêlées avec la justice !

La France est de loin l'homme le plus malade de l'Europe

Les échecs de François Hollande sont pourtant nombreux. On a assisté à un véritable désastre dans de nombreux domaines : Le déficit commercial de 48,1Md€ en 2016 repart à la hausse. Pas moins de quatre ministres (Bricq, Pellerin, Thévenoud, Fekl) se sont succédés pour arriver à ce piètre résultat. Le déficit budgétaire a très peu reculé malgré le fameux alignement des planètes (taux bas, pétrole bas, Euro faible). La France entre au plus mauvais moment dans la trappe du double déficit. Il faudrait encore ajouter le désastre de l'éducation nationale et de la formation professionnelle...

Le gaspillage d'argent public n'a fait que progresser malgré tous les rapport de la Cour des Comptes. Rappelons notamment :

-La création des treize régions dotées de nouvelles compétences devait selon le gouvernement renforcer celles-ci et permettre des économies substantielles. Mais cette réforme va en réalité d'abord coûter de l'argent, sans simplifier du tout le millefeuille territorial...

-L'argent caché des syndicats qui n'a fait l'objet d'aucune réforme. Ils perçoivent 4Md€ par an de la collectivité pour 8% de syndiqués. Cela permet de subventionner des permanents par milliers. En quasi totalité ce sont donc des emplois fictifs. Pourtant le rapport parlementaire de Nicolas Perruchot (député du Nouveau Centre) avait levé le voile. Les cotisations ne représentent que 3 à 4% des budgets syndicaux contre une moyenne de 80% en Europe !

-Les assistés de la République, ceux qui vivent aux frais des contribuables se sont beaucoup accrus pendant le quinquennat de François Hollande. La foire aux prestations familiales, les combines paysannes, les privilèges des fonctionnaires, les secrets des faux chômeurs, les bonnes recettes des intermittents du spectacle...

-L'écotaxe qui aura coûté pas moins de un milliard d'Euros ...

Tous ces sujets qui mériteraient d'être débattus pendant la campagne électorale sont totalement détournés au profit de la haine contre François Fillon.

Le traitement du « Penelopegate » est une menace pour la démocratie.

Une enquête sur le contrat de travail d'une assistante parlementaire ne justifie pas une intrusion au sein de l'Assemblée Nationale.

Le très intéressant documentaire sur « La Mafia et la République » de Christophe Bouquet qui est passé récemment sur Arte se termine sur le commentaire suivant : « *un jour on se réveille, on n'est plus dans un système démocratique mais on ne s'en est pas rendu compte* ». On est malheureusement un peu dans cette situation aujourd'hui...